

Les aventures d'Obélix en Keynésie

Avec Astérix, René Goscinny et Albert Uderzo ont créé une œuvre dont la principale force est de relier les générations. Des arrière-grands-parents aux petits-enfants, tout le monde a lu Astérix et a tiré de ces histoires des moments de plaisir. Très rares sont les œuvres qui ont réussi cet exploit. Les albums peuvent se lire avec plusieurs degrés de compréhension. *Obélix et compagnie* n'est pas forcément le plus connu ni le plus cité, mais le plus instructif sur le plan économique. C'est un véritable traité d'économie politique, qui démontre de façon burlesque la faillite du keynésianisme. Je m'en sers régulièrement comme introduction à l'économie pour mes étudiants.

Paru en 1976, l'album sort trois ans après le premier choc pétrolier. C'est le début de la crise économique et les tentatives de redressement de l'économie française par des politiques qui appliquent le catéchisme de la relance par la consommation. L'ont-ils fait de façon intentionnelle ou non ? Toujours est-il que les deux auteurs torpillent le principe des politiques de relance à travers l'exemple absurde de l'achat en masse de menhirs. Le personnage principal est le néarque Caius Saugrenus, caricature de Jacques Chirac, alors Premier ministre. Saugrenus propose à César un plan infallible pour terrasser le village gaulois : les occuper en leur achetant des menhirs. En leur fournissant ce travail artificiel, les Gaulois ne penseront plus à la guerre et César aura la paix. Mais César semble davantage convaincu par l'assurance du jeune néarque que par la pertinence de son plan.

Le multiplicateur keynésien

C'est l'une des idées principales de Keynes : relancer l'économie grâce à la dépense de l'État, chaque euro dépensé par celui-ci rapportant davantage à l'économie générale. Un multiplicateur dont l'inexistence a été maintes fois démontrée, mais dont la croyance continue d'être partagée. Nous n'échapperons pas à un plan de relance après la fin du coronavirus. Saugrenus achète donc un menhir à Obélix grâce à l'argent fourni par César. Le Gaulois, tout content, se met à en produire davantage. Saugrenus augmente ses achats et le prix d'achat, afin d'inciter Obélix à produire plus. Les caisses de César se vident, le déficit augmente, mais c'est pour la bonne cause : créer une économie qui ne rapporte rien, qui n'est fondée sur rien, si ce n'est sur un marché artificiel.

Mais ce n'est pas assez au goût de Saugrenus, qui encourage Obélix à embaucher des chasseurs de sangliers afin de se dégager du temps pour travailler davantage dans sa carrière. Lors d'un déjeuner d'affaires dans l'enceinte du camp romain, Saugrenus fait remarquer à Obélix que son vêtement ne convient pas à quelqu'un « qui a fait fortune dans le menhir ». Il doit donc avoir une vie à la hauteur de son standing. C'est justement le moment où arrive Prisunix le marchand ambulant, avec ses soieries de Lugdunum, dont Obélix achète tout le stock. Crise de jalousie chez les dames du village. Ordralfabétix avec ses poissons et Cétautomatix avec sa forge se font tancer par leurs dames. Il est donc décidé par beaucoup d'abandonner leur activité et se consacrer au menhir. En quelques semaines, la diversité économique du village disparaît pour devenir entièrement monothématique. C'est là le chemin de toute économie subventionnée : là où les subventions pleuvent, les plantes poussent, éradiquant les autres espèces florales. On devine à l'avance qu'en cas d'arrêt des subventions, il y aura une crise du menhir et un effondrement total de l'activité économique du village. C'est un très bel exemple de la faillite des économies monogames des pays du Tiers monde de l'époque.

Le phénomène illustre un effet économique bien connu : l'effet d'éviction, conséquence de tout secteur artificiellement stimulé : le chariot du marchand se

transforme en chariot à menhirs, la poissonnerie perd ses ressources humaines au profit de l'industrie de carrière. Même les porteurs d'Abraracourcix abandonnent le chef pour aller tailler des menhirs, l'obligeant à marcher à pied dans le village. La bulle du menhir a des effets désastreux.

Que faire du menhir ?

Pour stimuler la demande, Saugrenus est sans cesse contraint d'alimenter la bulle en augmentant le prix d'achat du menhir, ce qui creuse davantage le déficit. Il a donc une idée lumineuse : il va créer un marché de la demande en menhir, afin de trouver des débouchés à cette production. Le voilà qu'il se lance dans une vaste campagne de publicité et de réclame afin de convaincre les Romains d'acheter un menhir. Saugrenus explique cela grâce à une série de power point en plaque de marbre, aussi convainquant que les PPT d'aujourd'hui.

Les gens achètent ce qui rend jaloux leurs voisins. Voilà donc la cible du menhir. En quelques cases, les auteurs illustrent le principe de la société de consommation et la théorie de l'effet mimétique de Veblen. « Notre plus cher désir, un menhir » dit la publicité placardée sur les murs de Rome. Dans le stade, une dame se penche vers son mari pour lui susurrer à l'oreille : « Tu sais, nos voisins, les Incongrus, ont déjà acheté un menhir ; ils en sont très contents. » Comment résister à cet appel ? Non seulement les voisins ont un menhir, mais ils en sont très contents. Uderzo et Goscinny montrent les ressorts profonds du marketing et cette angoisse sociale de ne pas posséder la même chose que son voisin. La consommation ostentatoire atteint son paroxysme avec ces riches Romains qui achètent un objet totalement inutile, si ce n'est pour se positionner socialement. La consommation n'est plus un moyen de satisfaire des besoins, mais une façon à la fois de se différencier et d'éviter la différenciation en achetant la même chose

que la masse. En prenant l'exemple du menhir, Goscinny et Uderzo poussent l'exemple jusqu'à l'absurde.

La débauche romaine

L'évolution physique du camp romain est elle aussi très instructive à analyser. Au début de la BD, le camp et les soldats sont rutilants. Tout brille, tout est astiqué, tout est en ordre et le centurion fait régner la discipline et l'ordonnancement de la règle. Au fur et à mesure de l'histoire, la discipline et les mœurs se relâchent, pour finir dans un abandon complet de la règle militaire. Les soldats ne se rasent plus et ne revêtent plus leur uniforme, le camp n'est plus entretenu, certains transforment les allées en cultures de légumes. À travers ces vignettes, on aperçoit la conséquence physique du socialisme : la laideur. Les soldats n'étant plus régis par l'éthique personnelle et la règle collective, mais étant inféodés à une administration, ils relâchent complètement leurs comportements et leurs manières de vivre. Le chien a succédé au loup, pour reprendre l'image de la fable de La Fontaine.

Le langage aussi s'est relâché, devenant de plus en plus vulgaire. Quand les Gaulois attaquent le camp, à la fin de l'histoire, les Romains n'ont même plus la force morale de prendre les armes et de résister. Leur défaite militaire n'est que la conséquence de leur défaite intellectuelle préalable. Eux aussi sont des victimes du socialisme et de l'assistanat.

L'explosion de la bulle

Le pire arrive quand Saugrenus se prend à croire à son propre jeu. La machine administrative est lancée et personne ne peut l'arrêter. Il crée toute une série de produits dérivés afin de maintenir l'engouement autour du menhir. Mais ce qu'il n'avait pas prévu, c'est que d'autres se mettent à en produire, notamment les Égyptiens. Le menhir gaulois est donc directement concurrencé. Des ouvriers romains se mettent en grève et bloquent les approvisionnements en menhir d'Armorique, brandissant le slogan « Achetez romain ». Pour maintenir son système économique artificiel, Saugrenus est donc obligé de prendre une série de règlements contraignants afin de pénaliser les autres régions pour favoriser le menhir gaulois. De l'économie subventionnée, on glisse vers la corruption et le capitalisme de connivence.

Saugrenus est pris à son propre piège. En Armorique, les Gaulois continuent de produire et de vendre des menhirs, ignorant l'explosion de la bulle. César n'en peut plus. Il cesse de subventionner ce secteur et coupe les vivres au jeune néarque. Celui-ci est renvoyé en Gaule pour mettre un terme à l'expérience. Lorsque le village l'apprend, les habitants s'insurgent et attaquent le camp romain. Il n'est jamais aisé de mettre un terme aux « acquis sociaux » et aux privilèges : cela provoque une irruption des grèves et des révoltes. Le cours du sesterce s'effondre et les Gaulois se retrouvent avec une masse monétaire qui ne vaut plus rien.

La vis comica

Cette bande dessinée est une torpille lancée contre le keynésianisme et tous les

plans de relance de l'économie par la consommation et la dépense. Elle décrédibilise à l'avance le traitement social des problèmes, comme les nombreux plans banlieues que la France connaît depuis les années 1980 et qui se caractérisent toujours par des douches d'argent public. Le génie de Goscinny et d'Uderzo est d'avoir proposé un cours d'économie de façon ludique et détournée. Nombreux sont les enfants à avoir lu cette BD et à ne pas avoir perçu la profondeur de la démonstration. *Obélix et compagnie* est à rapprocher d'une autre aventure à dominante économique et sociale, *Le domaine des dieux*, parue en 1971. Là aussi, l'État essaye de planifier et d'organiser la population en faisant construire un complexe architectural dans la forêt jouxtant le village. Là aussi, la planification échoue et le jeune architecte ambitieux Anglaigus est renvoyé penaud à Rome. *La zizanie* (1970), avec le personnage central de Tullius Détritus, est excellent pour comprendre l'œuvre de René Girard. On y voit mis en scène le désir mimétique, le bouc émissaire, la haine et la désunion. C'est la force des grands auteurs, et Uderzo et Goscinny sont des très grands, que d'arriver à exprimer dans des histoires d'enfants les thèmes fondateurs de l'humanité et ainsi de pouvoir être lus à tous les âges. C'est la *vis comica* défendue par Plaute : derrière le rire et le comique, le sérieux des situations et des démonstrations. Dans cette aventure les choses finissent bien : Obélix est revenu victorieux de son séjour en Keynésie.

Les frontières mouvantes de l'Orient

L'Orient n'est pas un espace géographique, un fait de nature, mais une aire culturelle façonnée par le regard de l'autre, où l'histoire l'emporte sur la géographie. Proche-Orient, Moyen-Orient, Grand Moyen-Orient, etc. les vocables n'ont cessé de varier au gré des siècles et des intérêts stratégiques des puissances.

Orient provient du latin *oriens*, qui désigne l'espace où le soleil se lève. Il s'oppose à l'Occident, lieu où le soleil se couche (*occidere*). D'où l'usage des termes Levant pour l'un, Couchant ou Ponant pour l'autre (*ponere*, se coucher). Orient et Occident s'organisent donc autour de l'Europe. Mais Europe, dans la mythologie grecque, est cette princesse enlevée par Zeus en Orient et déposée en Occident. Ce sont ceux qui font l'histoire, la géographie et les cartes qui imposent l'écriture du monde.

Des Orient à géométrie variable

Le Levant, *stricto sensu*, regroupe la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine. C'est une vision française de l'espace, héritée des croisades, du royaume de Jérusalem et des mandats de 1920. Dans une définition large, ce Proche-Orient peut inclure l'Égypte, l'Irak et l'Anatolie.

Le Moyen-Orient est un concept défini par les géographes britanniques soucieux de délimiter la route des Indes. Il inclut la péninsule arabique et le Maghreb et parfois l'Afghanistan, le Pakistan et le Sahel ; cette vision géographique étant celle des Américains et de leur Grand Moyen-Orient pensé dans la lutte contre l'islamisme.

Les Anglais voient l'Orient comme allant de Suez à Malacca et incluant les Indes. C'est un Orient autant maritime que terrestre, zone diffuse se portant jusqu'à l'Extrême-Orient. Cette vision est conditionnée par la nécessité de protéger et conserver la route qui conduit aux Indes. Ce n'est pas une vision objective, mais politique, qui répond à une projection géopolitique précise ; comme l'est

aujourd'hui la notion de Grand Moyen-Orient définie par les Américains. L'Inde se trouve donc incluse dans l'Orient, comme pour y rappeler la présence d'Alexandre.

En 1944, le Département d'État américain donne lui aussi sa vision géographique de l'Orient et il reprend celle de Mahan, en y ajoutant la Turquie, la Grèce et l'Égypte. Ce n'est plus une vision coloniale, mais anticommuniste : il s'agit alors d'encercler et d'endiguer le camp de Moscou et ensuite de la Chine ; la Grèce étant la ligne de front contre la Yougoslavie de Tito.

En 1992, le même Département d'État a modifié ses lunettes : désormais le Moyen-Orient va du Maroc à l'Iran, regroupant une partie du monde musulman et arabe.

Mais les Anglais ont proposé d'autres visions de l'Orient. La Royal Geographical Society y a inclus l'Afghanistan et la Perse, c'est-à-dire la zone du Grand jeu, ainsi que les Balkans. Les Balkans sont le cœur de « la question d'Orient » des années 1820 aux années 1920. Charles X et son gouvernement préparent l'expédition pour venir en aide à la Grèce opprimée des Turcs pour fendre le nœud gordien oriental. Le corps expéditionnaire français débarque en Morée en 1828n marchant sur les pas de Byron pour venir en aide à la Grèce opprimée. À l'époque, l'Orient débute aux portes de Vienne ; c'est l'Empire ottoman et ce sont les Balkans.

Lorsqu'il réalise son itinéraire de Paris à Jérusalem, Chateaubriand propose une vision littéraire et historique du voyage en Orient, qui le fait passer par les temples d'Athènes et les cités du Péloponnèse. L'Orient est alors compris dans sa version romaine : c'est l'espace grec et hellénophone, placé sous la juridiction de Constantinople.

Quelles villes pour l'Orient ?

Constantinople s'est effacée, au même titre qu'Istanbul. Jérusalem fait parler d'elle à cause du conflit de Palestine. Alep est la ville martyre de la guerre en Syrie et Bagdad semble réduite à l'état de cendres. Y a-t-il encore une grande ville en Orient, regroupant des intellectuels, des universités, des journaux ; une ville dotée des attributs de la mégapole : centre politique, économique et culturel ? Ni Tombouctou, perdu au fond du Sahel, ni Casablanca, ni Le Caire ne peuvent prétendre jouer ce rôle.

Séville pourrait être la grande ville de l'Orient, tant l'Andalousie a, durant quelques siècles, appartenu au monde musulman et arabe. Mais ce n'est plus un port majeur ni un grand pôle économique. Et quand elle fut un port, c'était celui de l'Atlantique, tourné vers les Amériques et nourrit des conquistadors. Séville, loin d'être une ville de l'Orient, a été la première ville, la porte, de l'Extrême-Occident.

Il faut regarder vers l'Asie pour trouver des villes orientales, et ainsi renouer avec la pensée anglaise. Hong Kong et Singapour sont de celles-là. Depuis quelques années, les Américains ont développé le concept de zone Indopacifique. Si cela est une façon de contourner la Chine en intégrant l'Inde et l'Australie, c'est aussi une façon de renouer avec les premières acceptions de l'Orient, celles qui allaient de Suez à Malacca. L'Orient se confond alors avec l'Extrême-Orient et, pour la France, il renoue le fil du Levant et de l'Indochine.

Quelle identité ?

Si l'on a tant de mal à délimiter l'Orient, c'est qu'il n'est pas aisé de définir son identité. Il est musulman, mais pas seulement. Il est essentiellement arabe, mais aussi turc, arménien, kurdes, etc. Il est terrestre, mais aussi grandement maritime. Quelle cohérence civilisationnelle pour un ensemble si vaste et si hétérogène ? Samarkand et Oulan-Bator ne sont-elles pas des villes de l'Orient ? Il y a donc le désert, mais aussi la steppe ; la plaine comme la montagne : le Tibet serait-il moins oriental que les Comores ? Les frontières orientales ne cessent de se dilater autour d'un noyau dur qui regroupe le Proche-Orient. Le point commun, c'est la menace et l'intérêt. Pour les Occidentaux, l'Orient est cet ailleurs d'où émane une menace politique et où nous avons des intérêts stratégiques. La menace a pris tour à tour les traits de l'Empire ottoman, de l'URSS, de l'État islamique, de la Chine. L'intérêt stratégique est celui des routes commerciales, du pétrole, des échanges, de la stabilisation d'un monde instable. L'Orient est peut-être davantage réticulaire que spatial. Les nouvelles routes de la soie sont l'Orient, comme les routes des épidémies.

L'ombilic de l'Occident

Mais si nous nous intéressons tant à l'Orient, ce n'est pas en raison de ses menaces ou de ses intérêts, mais parce que l'Orient est l'origine de ce que nous sommes. On y trouve les Perses et les Égyptiens, les Grecs et les Hébreux. Y sont nés les premières grandes villes et l'agriculture, le vin et la bière, l'écriture et nos dieux. C'est d'Orient qu'est parti Énée, à l'origine de Rome, et c'est vers l'Orient que les généraux romains n'ont cessé de regarder, pour s'y couvrir de gloire, comme Pompée, ou pour s'y perdre, comme Marc-Antoine. César est le premier à avoir, un peu, détourné son regard de l'Orient et tenté le coup de feu au Ponant. C'est en Orient que l'on retrouve saint Jérôme traduisant la Bible, saint Athanase définissant le credo, saint Polycarpe, ruminant sur la chute de Rome.

L'Orient est complexe parce que palimpseste de notre histoire. C'est ce qui attire les Occidentaux depuis des siècles, c'est ce qui assure les projections, les tentatives de définition et de délimitation. Que celles-ci soient mouvantes est donc normal : c'est la preuve de la vitalité de l'Orient.

Jacques Marseille : l'histoire optimiste

Quittons le coronavirus, le confinement et l'épidémie pour revenir au temps long de l'histoire. Il y a dix ans, en mars 2010, décédait Jacques Marseille, historien de l'économie qui a modifié l'approche de la connaissance et de l'étude des entreprises. Fils de cheminot, d'abord engagé au parti communiste, il a réalisé sa thèse sous la direction de Jean Bouvier, une des figures marxistes de l'université française.

Capitalisme et colonialisme : le divorce

Sa thèse portait sur les entreprises françaises dans la colonisation. Il s'agissait de démontrer, de façon scientifique, l'assertion de Lénine selon laquelle l'Europe s'était développée grâce à la colonisation. Assertion avancée déjà par Jules Ferry, qui justifiait la colonisation au nom du développement économique attendu pour les entreprises françaises. Après de nombreuses années passées à dépouiller les archives des entreprises liées au mouvement colonial, Jacques Marseille dû se rendre à l'évidence : Ferry comme Lénine avaient tort. Non seulement la colonisation n'avait pas contribué au développement des entreprises françaises, mais c'était l'inverse qui s'était opéré : elle avait été un boulet pour le développement économique et technique de la France. La colonisation n'avait assuré la survie que de quelques entreprises archaïques, protégées par un capitalisme de connivence et par des protections juridiques qui les mettaient à l'écart du monde. Elle fut « un débouché pour un capitalisme archaïque soucieux de retarder au maximum une restructuration imposée par l'évolution internationale. »

Sa thèse fut un séisme dans le camp marxiste, car elle détruisait l'un de leurs principaux discours. Elle était aussi, de façon non prévue, une justification des propos de Frédéric Bastiat et de François Guizot qui s'étaient toujours opposés à la colonisation au nom du fardeau économique que cela représentait. En somme, les raisons pour lesquelles de Gaulle avait quitté l'Algérie étaient ainsi justifiées. Publiée pour le grand public sous le titre *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, elle est toujours la référence sur ce sujet. Après celle-ci, il quitta le camp communiste et se fit le défenseur des entreprises et d'une vision optimiste de l'histoire, ce que l'Université ne lui pardonna jamais.

Les deux France

Travaillant sur l'histoire économique et l'histoire d'entreprise, Jacques Marseille s'intéressa aux immenses progrès humains développés à partir du XVIII^e siècle. Il s'inspira des travaux de Frédéric Le Play et de Jean Fourastié pour étudier les prix, les salaires, les évolutions des moyens de consommation et les transformations sociales.

Il montra ainsi ce paradoxe : alors que les conditions de vie n'ont cessé de s'améliorer, que les Français (et les Européens) sont plus riches qu'ils ne l'étaient il y a un siècle, qu'ils ont accès à davantage de biens de consommation, que le temps de travail a diminué, ceux-ci ne cessent de regimber et de s'estimer plus mal lotis que dans le passé. L'amélioration matérielle des conditions de vie ne se traduit donc pas nécessairement en bonheur intellectuel. C'est ce qu'il montra notamment dans *La guerre des deux France. Celle qui avance et celle qui freine* (2005). Ce livre est beaucoup plus intéressant que celui de Christophe Guilluy, qui repose sur une méthodologie erronée et un parti pris fallacieux.

Ce que montre Jacques Marseille, c'est qu'il y a une France dynamique et entreprenante, qui n'est pas forcément que dans les villes ou les métropoles, qui innove, prend des risques et assure le développement économique du pays. Cette France se retrouve dans les entreprises, les artistes (non subventionnés), les inventeurs, etc. Et celle-ci est bloquée par une nuée de textes, de réglementations et de corporations qui freinent le développement économique français. Les syndicats d'une part, le désastre de l'éducation nationale d'autre part, sont des freins au développement économique. À cela s'ajoute une préférence française pour le chômage et pour le maintien d'un modèle social qui est non seulement très coûteux mais surtout inefficace, pour l'ensemble des populations. Cela génère une frustration et un mécontentement permanent entre ceux qui s'estiment lésés par l'État, et empêchés d'avancer, et ceux qui se perçoivent comme menacés dans leurs monopoles et leurs secteurs protégés. Cette opposition des deux France conduit à cet état permanent de guerre civile larvée et d'incompréhension

mutuelle.

Pour une histoire optimiste

De 1902 à 2009, le revenu par habitant de la France est passé, en monnaie constante, d'un peu plus de 2 200 euros à un peu moins de 22 000 euros. Dans le même temps, toujours, le temps de travail a été divisé par deux. Ce progrès économique a été permis grâce à l'accroissement de la productivité, ce que n'a cessé de démontrer Fourastié, et a conduit à un progrès social constant et majeur. Entre 1843 et 2009, indépendamment des régimes politiques et des crises, le salaire moyen des Français a cru de 1,6% par an. Un Français moyen d'aujourd'hui gagne en un mois ce que son aïeul gagnait en un an. Dans le même temps, l'espérance de vie a augmenté de 40 ans. Dans son *L'Argent des Français* (2009), il s'est attiré les foudres de tous les révolutionnaires d'opérette en démontrant que le progrès social n'est pas le fruit des lois, des révolutions ou des « acquis sociaux » arrachés de haute lutte, mais du travail et de l'inventivité. Il tenait à montrer ces évolutions pour que les personnes aient une vision positive de l'histoire et comprennent la longue marche de l'humanité dans une amélioration continue des conditions de vie.

Avec le travail et l'inventivité, l'autre élément indispensable au développement des pays est la possibilité de se constituer un capital, que celui-ci soit sous forme de valeurs boursières ou de biens immobiliers. Cela suppose de pouvoir investir une partie de l'argent gagnée, mais aussi de pouvoir transmettre son capital grâce à de très faibles taux d'imposition sur les successions. La période de la III^e République a été à cet égard destructrice du capital français. Tout à sa passion pour l'aventure coloniale d'une part et pour le maintien de sa réserve de voix électorales, les radicaux-socialistes ont bridé la modernisation de l'économie

française. En 1930, l'économie est encore trop dépendante de la ruralité et de l'agriculture et les campagnes ne sont pas assez mécanisées et modernisées. D'où la crise économique qui touche la France dès 1926, et qui est amplifiée par la récession américaine de 1929. Il a ainsi constaté une très forte baisse du patrimoine transmis après décès :

1900 : 21 171€ par habitant

1934 : 13 036€ soit 38,5% de perte en monnaie constante.

1951 : 11 514€ soit 45,6% de perte en 50 ans.

Les deux guerres mondiales et des lois absurdes ont détruit le patrimoine des Français. Les Trente glorieuses ont élaboré un rattrapage qui a permis de récupérer une partie du patrimoine, mais la courbe a été durablement détruite. La stagnation est le caractère majeur des années 1880-1940. C'est la langueur et la république des sous-préfectures. Cela se traduit notamment par un sous-équipement en biens de consommation. En 1941, dans les villes de 30 000 habitants, moins de 10% des logements sont dotés d'une salle de bain et seulement 17,6% à Paris. Nombreux sont les logements à être insalubres et vétustes. D'où l'engouement des années 1950-1960 pour les grands ensembles, qui offraient enfin des logements propres, grands et équipés du confort moderne. Mais il demeure un retard français en matière de biens d'équipements, qui est aussi un retard culturel.

L'extrême importance des entreprises

Jacques Marseille a encouragé la réalisation de nombreuses thèses consacrées aux entreprises, de tous secteurs et de toutes tailles. C'est avec lui que j'ai réalisé la mienne, consacrée à Total. L'ensemble de ces monographies permet de dégager des lignes directrices. Ce qui permet à une entreprise de se développer et de durer, c'est l'association de plusieurs facteurs : des chefs d'entreprise innovants, sachant s'adapter et se renouveler ; une attention constante portée aux clients et à leurs besoins ; une intégration des salariés, afin que ceux-ci se sentent responsables de la vie de leur entreprise. La France dispose ainsi de nombreux atouts et pépites qui lui permettent d'être une grande nation économique et entrepreneuriale, afin de surmonter les crises qu'elle rencontre. De quoi demeurer optimiste face à l'épidémie actuelle.

Défendre les entreprises françaises

Quid de la souveraineté économique ?

Cela revient comme un marronnier : telle ou telle entreprise « stratégique » française est achetée par une compagnie étrangère. L'occasion de se lamenter sur la perte de souveraineté et la dilution des actifs stratégiques. Ces achats font partie de la guerre économique et de la volonté d'expansion des sociétés internationales. Cela peut poser des problèmes d'ordre stratégique, mais révèle aussi les faiblesses structurelles de l'économie française. Et de cela, ni la mondialisation ni les États étrangers ne sont responsables.

Qu'est-ce qu'une « société stratégique » ?

La difficulté est d'abord de définir ce qu'est une société stratégique. On se souvient du rapport Théry, remis en 1994 au Premier ministre, qui disait qu'internet n'avait pas d'avenir commercial, contrairement au minitel. Six ans plus tard, la valeur stratégique avait complètement changé de camp. On peut en dire de même du charbon, hautement stratégique dans les années 1950, beaucoup moins dans les années 1960, dépassé par le pétrole puis le nucléaire. La notion de « secteur stratégique » est donc fluctuante et variable, selon les époques et les innovations scientifiques. Rien ne serait donc pire que de figer les actifs stratégiques, en les plaçant sous cloche pour les protéger.

La deuxième difficulté revient à définir ce qu'est une entreprise française. Faut-il prendre en compte le lieu du siège social, le pays où le chiffre d'affaires est majoritairement réalisé, la nationalité du dirigeant et des salariés ? À ce titre, Air France est-elle une entreprise française ? On peut penser aussi à celles qui réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'étranger. Une grande partie des composants essentiels provient de l'extérieur de la France. Il en va ainsi des entreprises textiles, dont le coton, la soie, le cuir sont très rarement français. Les hévéas nécessaires aux pneus Michelin proviennent pour l'essentiel du Brésil et

nos grands chocolatiers se fournissent en Amérique latine pour leurs fèves. Rattacher une entreprise à une nationalité n'est donc pas aussi aisée qu'il apparaît. Les Toyota fabriquées dans le Nord sont-elles moins françaises que les Renault fabriquées au Maroc ?

Comment protéger les actifs ?

Autre problème : vaut-il mieux un produit français ou un produit de bonne qualité ? On peut toujours répondre que l'on veut un produit français et de bonnes qualités. À cet égard, nombreux sont ceux à avoir tenté d'utiliser Qwant, et à être revenu à Google, beaucoup plus efficace. On n'est pas numéro 1 mondial pour rien.

Pour protéger les entreprises, certains estiment utile d'actionner le levier de l'État stratège et de créer une banque publique qui pourrait investir dans ces entreprises. L'histoire économique démontre que cela est rarement satisfaisant. Comment faire confiance à des fonctionnaires qui n'ont que très peu de notions d'économie, et encore moins de notions d'entrepreneuriat, pour gérer correctement ce type d'entreprise. Le risque est de favoriser le capitalisme de connivence et la corruption et de faire aller les investissements vers des entreprises davantage liées au pouvoir qu'à la stratégie.

L'État stratège, c'est celui qui a maintenu Bull en comas artificiel, qui a coulé le Crédit Lyonnais, pourtant prospère, qui a misé sur le minitel, sans voir le potentiel d'internet et qui est aujourd'hui en train de détruire le secteur nucléaire, pensant le remplacer par des éoliennes. Difficile de lui trouver des succès.

Favoriser le développement dynamique des entreprises

Il n'y a pas une seule solution au développement stratégique des entreprises, mais plusieurs leviers, qui peuvent être actionnés pour les favoriser.

Premier levier : permettre la création de fonds de pension français, alimentés par des retraites par capitalisation. Ces fonds pourraient ainsi investir dans des jeunes pousses ou des secteurs éminemment stratégiques, ce qui fait défaut à une grande partie de l'économie française, contrainte de se tourner vers des fonds étrangers. On ne peut pas à la fois refuser la capitalisation et ensuite se lamenter sur le rachat des actifs français par des fonds chinois ou américains.

Deuxième levier : favoriser l'actionnariat salarial afin de conserver une partie des actions au sein des sociétés. La participation a été l'une des grandes idées du Général de Gaulle, beaucoup moins étatiste qu'on ne le croit, qu'il a contribué à mettre en place au cours de ses mandats. Cela a en outre la vertu d'intégrer les salariés à la vie de leur entreprise et de leur permettre de se constituer un capital en vue de leur retraite.

Troisième levier : la diminution des charges pesant sur les entreprises, afin qu'elles disposent de davantage de souplesse financière et qu'elles puissent rivaliser avec les entreprises étrangères. L'impôt est aujourd'hui un levier puissant de la géopolitique. On ne peut pas être le pays où les taux de confiscation sont les plus

élevés sans que cela ait des répercussions fortes sur le dynamisme économique. L'impôt est une arme de la puissance qui doit être actionnée vers le bas.

Quatrième levier : la diminution des charges et impôts pesant sur les personnes, afin que les hauts potentiels puissent rester en France. Un cadre qui a le choix entre un emploi chez Danone à Paris, ou chez Nestlé, près de Lausanne, sera grandement tenté de se rendre en Suisse. Les débats sur les entreprises stratégiques tournent trop autour des aspects techniques. C'est oublier que le premier actif stratégique est la compétence humaine. C'est elle qui est capable d'innover, d'inventer et de développer un produit. L'éducation d'une part, la fidélisation d'autre part sont essentielles au maintien d'une économie performante. L'état de délabrement de l'éducation nationale et de l'université est à ce titre beaucoup plus inquiétant que la vente de telle ou telle entreprise à des compagnies étrangères.

Cinquième levier : le développement d'une éducation de qualité. La liberté scolaire est à ce titre indispensable pour former correctement les générations futures. Il faut aussi donner plus de libertés aux universités, pour qu'elles puissent sélectionner leurs étudiants et conclure des partenariats et des programmes de recherche avec les entreprises. Nous sommes très loin de cela.

L'esprit de conquête de marchés

C'est enfin un esprit qu'il faut développer, celui de la conquête des marchés. Certes, des entreprises françaises sont rachetées par des étrangers, mais l'inverse

est vrai également. Une rapide recherche sur Google nous en apprend beaucoup sur les marchés conquis ces dernières semaines. Thalès a signé un contrat de 330 millions de livres pour la fabrication de périscopes de sous-marins nucléaires au Royaume-Uni ; Suez a décroché deux contrats de 17 millions d'euros dans l'automobile au Maroc ; Engie a acheté l'activité brésilienne Novo Estado (construction de lignes de communication) ; Airbus Helicopters va fabriquer 15 hélicoptères pour l'armée américaine, pour un montant de 122 millions de dollars ; Veolia a remporté un appel d'offres d'hôpitaux en Angleterre.

Ces quelques exemples, que l'on pourrait multiplier, démontrent la valeur scientifique et technique de bon nombre d'entreprises françaises. Ne pas leur mettre de bâtons dans les roues, les laisser libres de se développer, d'innover, de travailler est la meilleure façon de les défendre.

De la liberté dans les communes

Élections municipales obligent, chaque candidat ressort la machine à Père Noël, promettant monts et merveilles pour séduire ses électeurs qui, dans ce cas précis, sont ses voisins. La plupart des programmes peuvent se résumer en un slogan percutant, quoique difficile à tenir : « Plus de dépenses, mais moins d'impôts ». Ou bien, pour le dire avec le regard de l'école des choix publics théorisée notamment par James Buchanan : plus de dépenses pour mon électorat et plus d'impôt pour ceux qui ne votent pas pour moi. La contradiction est d'abord celle de l'électeur, qui est encouragé à demander beaucoup sans aucune responsabilité réelle sur le

mode de financement des dépenses engagées.

Les municipales ne sont pas à un paradoxe près. Le maire est ainsi l'élu préféré des Français qui, en même temps, l'accusent de toutes les responsabilités quand quelque chose ne va pas. C'est toujours la faute de la mairie. Dans un précédent article, nous expliquions en quoi la complexité administrative brouillait la démocratie locale, notamment l'empilement des responsabilités entre la commune, la communauté d'agglomération, le département, la région. Aujourd'hui, les maires reçoivent les baffes, mais n'ont plus de pouvoir réel sur leur territoire. Le pouvoir est passé, pour une grande part, dans la communauté d'agglomération.

Un problème de représentativité

L'autre problème est la difficulté à recruter des gens talentueux et compétents pour occuper les charges municipales. C'est un travail qui est extrêmement chronophage et qui est très mal payé. L'élu perd un temps monstrueux en réunions, comités syndicaux, assemblées générales, remises de prix, etc. où son action est quasiment inutile, sauf pour la nécessité d'être vu. Le tout, pour une rémunération dérisoire, qui dépend du nombre d'habitants de la commune.

Nombre d'habitants / Indemnités brutes mensuelles

Moins de 500 : 661.20€

De 500 à 999 : 1 205.71€

De 1 000 à 3 499 : 1 672.44€

De 3 500 à 9 999 : 2 139.17€

De 10 000 à 19 999 : 2 528.11€

De 20 000 à 49 999 : 3 500.46€

De 50 000 à 99 999 : 4 278.34€

100 000 et plus : 5 639.63€

La charge de maire est incompatible avec une vie professionnelle et une vie de famille active : trop chronophage et pas assez rémunérée, même si beaucoup de maires cumulent en étant également vice-présidents des communautés d'agglo et de syndicats. Le problème est encore plus aigu pour les maires adjoints, qui doivent travailler beaucoup aussi, en cumulant rarement d'autres postes et pour une rémunération inférieure d'environ 60% à celui du maire. Pour une personne active, c'est une charge qui est quasiment incompatible. Ce faisant, les fonctions électives à responsabilité (maire adjoint et maire) ne peuvent être bien assurées que par des retraités ou par des professeurs de l'Éducation nationale, puisque ce sont les seuls à disposer de temps et d'une rémunération complémentaire.

La démocratie a un coût. Si l'on veut des élus compétents et qui y consacrent le

temps nécessaire, il faut les rémunérer, sinon le risque est grand de confier les rênes des communes à des personnes qui ne peuvent pas tenir le poste. Ce qui ensuite engendre des catastrophes, notamment dans la gestion des finances publiques.

Un pouvoir de philosophie politique

Tel qu'elles sont organisées aujourd'hui, les collectivités locales ont un pouvoir potentiel de nuisance élevé et un pouvoir de bienfaisance faible : un mauvais maire pourra faire du mal à son territoire, mais un bon maire est limité dans sa bonne action. L'empilement des normes et des contraintes administratives réduit considérablement la liberté des élus locaux, qui ne sont souvent que des faire-valoir.

Cela pose un problème de philosophie politique, qui n'est pas cantonné qu'à la sphère locale. D'où vient l'autorité d'un élu ? De quel droit peut-il imposer une norme ou une loi au reste de la communauté, comment peut-il justifier son pouvoir ? Le suffrage universel ne confère pas ce droit de décider des libertés publiques, de restreindre ou de modifier les libertés fondamentales des personnes. La démocratie, bien souvent, par le biais du suffrage universel, est un prétexte pour justifier une tyrannie consentie. Le pouvoir politique exercé devient injuste, contrevenant aux libertés des personnes, notamment en matière éducative, familiale, économique, intellectuelle. Il faut sans cesse répéter que la pensée libérale n'est pas une réflexion économique, mais une pensée sur la tyrannie et le pouvoir et donc le droit. Que ce soit à l'échelle nationale ou à l'échelle locale, la démocratie, tel qu'elle s'exerce aujourd'hui, n'est nullement libérale, mais plutôt tyrannique.

À l'échelle communale, la question est posée de la légitimité de l'impôt, quand celui-ci ne sert pas la collectivité, mais des intérêts particuliers, par exemple les subventions accordées aux repas dans les cantines gérées par la commune ou bien aux associations. Ici, un bien collectif - l'impôt- est utilisé comme bien privé pour servir les intérêts de quelques-uns. Tour de passe-passe que l'on camoufle sous les termes de « justice sociale » et de « solidarité » alors qu'il ne répond pas aux critères de philosophie politique de ces derniers.

Sur quels fondements de la philosophie du droit une commune s'oppose-t-elle à l'ouverture d'une école indépendante ou à l'installation d'un magasin en centre-ville ? À force de se focaliser sur le moyen (le suffrage universel), on a perdu le sens fondamental de la politique : le droit comme rempart à la tyrannie. À cet échelon fondamental qu'est celui de la commune, plusieurs mesures devraient être prises pour affaiblir la tyrannie locale et restaurer la voie des libertés.

1/ Supprimer les subventions

Interdire aux communes, comme à toutes les collectivités locales et nationales, le versement de subvention aux associations. Ces dernières ne doivent être financées que par les cotisations de leurs membres, des dons et des prestations commerciales. Les subventions sont l'illustration jusqu'à l'absurde de ce que la vie politique est devenue : un vaste système d'achat de voix. Les associations arrosées ne le sont jamais par hasard, et ces versements répondent trop souvent plus à des logiques clientélistes qu'à des impératifs sociaux.

2/ Développer la subsidiarité

Les économies financières ne viendront pas du regroupement des communes, mais de la suppression d'un certain nombre de leurs prérogatives qu'elles sont incapables de faire bien. La subsidiarité est ici le meilleur moyen à mettre en place pour déconcentrer la tyrannie politique. Que ce soit la gestion des écoles et des crèches, le fonctionnement du parc immobilier, la gestion de plusieurs services, comme l'entretien des voiries ou les colonies de vacances, nombreux sont les secteurs qui pourraient être mieux gérés que par des services municipaux.

Le rôle d'une mairie devrait être uniquement d'organiser les appels d'offres et de gérer les contrats de prestation passés, sans s'immiscer dans la vie de ses citoyens et de décider à leur place.

Dans les programmes distribués actuellement, nombreux sont les candidats qui parlent de démocratie locale et de budget participatif. Cela ne change rien au fonctionnement global, mais s'apparente davantage à du marketing politique. Seule la subsidiarité est à même de redonner le pouvoir aux électeurs, qui est le pouvoir du consommateur qui acquiert sa liberté par ses choix. La subsidiarité a de plus le grand avantage de la responsabilisation des personnes.

Déresponsabilisation : le cas de l'école

Je suis toujours très surpris de constater que, dans le domaine scolaire, la seule chose qui intéresse réellement les parents c'est le prix du goûter, le montant des

subventions accordées à la cantine et aux sorties scolaires et, depuis quelque temps, de savoir s'il y aura du bio au déjeuner. Je n'ai jamais vu, au cours de ces réunions, de parents s'enquérir du choix de la méthode d'apprentissage de la lecture, de la pédagogie utilisée pour apprendre les mathématiques, ou bien des marques de manuels choisis. La question éducative et scolaire est mise de côté, comme si l'élément premier et fondamental de l'école était d'abord de distribuer un goûter à 16h et un repas à la pause méridienne. Tout le monde veut du bio, sans augmenter le prix du repas, c'est-à-dire en le faisant payer par son voisin, sans se demander si le bio est vraiment meilleur et si, avant de s'inquiéter des quatre repas par semaine servis à l'école, il ne faudrait pas, d'abord, s'interroger sur les 17 repas servis à la maison, sans compter les goûters et les grignotages. Parmi ces parents qui demandent sans cesse du bio à la cantine, combien conduisent, de façon exagérée, leurs enfants aux fastfoods ? La déresponsabilisation supprime tout sens de la mesure.

Pour ne pas être le premier échelon d'un État providence tyrannique et spoliateur, la commune devrait donc opter pour un état de subsidiarité qui redonne responsabilité et liberté aux personnes. Mais pour que cela puisse se faire, il faut une modification d'en haut de la constitution ; ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

Agriculture : un drôle de salon

Le salon de l'agriculture est un événement annuel assez curieux : des paysans viennent à Paris, des urbains ont l'impression d'aller à la campagne, des politiques se sentent obligés de passer leur journée dans les traverses pour se montrer « proches du terrain » et au « contact des territoires » (on ne dit plus province depuis quelque temps, mais territoire, comme si les villes n'étaient pas territorialisées). Tout le monde répète à l'envi que l'agriculture est « une chance pour la France », au moment même où, d'une part, des agriculteurs se suicident dans une grande indifférence et où, d'autre part, la peur irrationnelle de la science et du progrès fait raconter n'importe quoi à des pseudo écologistes. Beaucoup parlent ainsi du « bio » sans savoir de quoi il s'agit et semblent confondre le jardinage de leur carré de jardin avec l'agriculture, qui est une activité bien particulière et très diversifiée.

Une amélioration constante de la qualité et de la quantité

La France et l'Europe ont connu depuis deux siècles une rupture historique majeure : nous sommes passés d'une société de pénurie à une société d'abondance. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la famine et la disette ont été éradiquées. Ce n'est pas rien. Il suffit de relire les textes de l'hiver 1710, date de la dernière famine en France causée par le refroidissement climatique du petit âge glaciaire, un printemps froid et un été pluvieux, pour se rendre compte de ce qu'est une famine. Les mémoires des lettrés de l'époque relatent la présence de corps décharnés dans les villes et des cadavres de morts de faim dans le bas-côté des chemins. Cet épisode terrible est aujourd'hui heureusement révolu.

Aujourd'hui, la question posée est de bien manger et non plus seulement manger, ce qui est un progrès immense. On oublie trop souvent que l'agriculture française, dans les années 1950-1960, était encore largement arriérée et sous-développée. Peu mécanisée, peu industrialisée, peu rationalisée, la paysannerie française était incapable de nourrir la population ; la France devait donc importer une part importante de son alimentation. Aujourd'hui, avec moins d'agriculteurs, on nourrit une population plus nombreuse et on peut même exporter nos produits à travers le monde.

La science agricole est dynamique. Les progrès de l'agrochimie et de la technologie sont constants, que ce soit en matière de croisement d'espèces, d'intrants, de mécaniques. C'est de l'amélioration continue des outils agricoles que viendront les résolutions des défis d'aujourd'hui, c'est-à-dire par l'innovation et le travail.

Discutant récemment avec un paysan retraité, celui-ci m'expliquait que, dans les années 1970, les poules ne pondaient pas l'hiver. Il lui fallait donc faire des provisions d'œufs, conservés dans un tonneau au milieu de la sciure, afin de disposer d'œufs pendant la saison creuse. De même, les vaches laitières ne produisaient que 20 litres de lait par jour. Aujourd'hui, les poules pondent en toute saison et les laitières peuvent produire jusqu'à 60 litres de lait quotidien durant leur période de lactation. On comprend alors la baisse des prix des matières premières et des produits dérivés, ce qui a permis aux plus modestes d'accéder à des produits autrefois luxueux. Cet accroissement de la production a été réalisé par plusieurs facteurs : croisement des races pour en obtenir de meilleures, amélioration de l'alimentation animale, améliorations techniques (la traite mécanique est plus productive que la traite manuelle).

L'agriculture, un atout économique

Pour mesurer la place de l'agriculture dans l'économie française, il ne faut pas s'arrêter aux seuls chiffres du PIB et de la population active, qui sont des miroirs déformants. Comme nous le rappelle l'INSEE, l'agriculture représente 4% des actifs et 2,2% du PIB français. Autant dire des chiffres dérisoires, surtout quand on se souvient de ce qu'elle pesait en 1955 : 27% de la population active et 13,7% du PIB. Cette diminution de la population active agricole est due à l'accroissement de la productivité : une moissonneuse-batteuse nécessite moins de bras que le fauchage et le vannage manuel. Jean Fourastié proposait d'ailleurs une tripartition fondée non pas sur la production (agriculture, industrie, services) mais sur la productivité (productivité moyenne, forte, faible), ce qui est beaucoup plus pertinent pour évaluer les transformations économiques.

Pour prendre la mesure du poids réel de ce secteur, c'est l'ensemble de l'industrie agroalimentaire qui doit être analysée. La paysannerie, mais aussi la fabrication des denrées alimentaires, le travail du bois, la restauration, l'artisanat, etc. Que seraient Danone, Carrefour ou LVMH sans la puissance du secteur agricole français ?

L'agriculture est aussi au fondement du secteur touristique. Certes, les étrangers peuvent venir en France pour visiter les châteaux de la Loire, Versailles ou le Mont-Saint-Michel, mais ils viennent aussi pour la gastronomie de la France et ses paysages : la Provence, les côtes bretonnes ou languedociennes, les Alpes et les Vosges, etc. Des paysages qui sont le fruit du travail des paysans. Imagine-t-on que des touristes viendraient sur les plages de Saint-Tropez s'ils ne pouvaient trouver dans cette cité varoise des marchés vendant du miel, de la lavande, du vin local et d'autres gourmandises ? Le secteur touristique hivernal et estival repose sur une agriculture puissante et le travail des paysages permet par la paysannerie. Les paysans sont des jardiniers du paysage ; ce qui est une richesse majeure difficilement quantifiable.

Un monde méconnu

L'agriculture ne se contente pas d'alimenter l'économie, elle permet aussi d'éviter de nombreuses dépenses aux collectivités territoriales : quand les paysans se retirent c'est aux communes de prendre à leur charge l'entretien des friches, des digues ou des haies. Un entretien qu'elles ne font pas toujours, d'où des drames naturels qui surgissent lors de fortes précipitations ou d'intempéries violentes. Le

monde agricole souffre de préconçus intellectuels. Dans le système de pensée des économistes influents et de certains politiques, la puissance agraire était bonne pour le Moyen Âge. Au XIX^e siècle la puissance d'un pays se mesurait à son industrie, et aujourd'hui par les services. C'est ainsi que le ministre du Commerce extérieur français de 2005 a pu dire, lors d'un entretien au *Miami Herald*, « Je préférerais que vos lecteurs n'associent pas seulement la France au vin. Je préférerais qu'ils l'associent à Airbus. Nous avons de nombreuses entreprises technologiques, pharmaceutiques. Nous devons donner une image moderne (1). » Le vin et le monde agricole ne sont pas modernes. Airbus et l'informatique si. C'est méconnaître tout ce qu'il y a de moderne dans un tracteur, une serre en plastique, dans la configuration d'une ferme d'élevage.

Si ce sont les animaux qui attirent en priorité les visiteurs, on ne peut que conseiller la visite des stands dédiés aux machines agricoles et aux produits phytosanitaires. On mesure alors les progrès accomplis par l'homme et le haut degré de technicité de l'agriculture d'aujourd'hui. Mais même les halls des animaux sont très instructifs, car la plupart des bêtes présentes ne sont pas « naturelles » mais sont des créations humaines. Je suis à chaque fois surpris par la variété d'espèces de chaque race, que ce soit pour les lapins, les brebis, les moutons... le tout obtenu par croisement et sélection animale. La révolution industrielle a commencé en France au XVIII^e siècle, grâce notamment à la bergerie royale de Rambouillet, aux travaux de Turgot sur le transport des grains ou, plus avant, aux essais agronomiques de Pierre de Boisguilbert dans son domaine de Pinterville. C'est la révolution agraire qui a permis ensuite la révolution industrielle puis celle des services. En contemplant la diversité des pigeons, poules et vaches, on se rend compte à quel point ce monde-là est en perpétuelle amélioration.

L'agriculture sert d'abord à manger

L'agriculture sert d'abord à manger, et cela n'est pas une lapalissade. Dans les pays d'abondance, là où les disettes et les famines sont chassées, on oublie trop que se nourrir est le premier besoin de l'homme. Nous mangeons trois fois par jour, et la nourriture que nous absorbons est essentielle pour notre vie et pour notre santé. Le Professeur David Khayat rappelle ainsi qu'« Il faut comprendre qu'une bonne partie de nos cancers est liée à la façon dont nous nous alimentons. [...] Certaines études dont on parle beaucoup en France et qui pointent le lien entre consommation de viande, charcuterie et cancer sont américaines et ne sont pas transférables de la même façon dans notre pays. Pour une raison simple : l'alimentation n'est pas la même dans nos deux pays. Les études d'outre-Atlantique avancent qu'aux États-Unis, le risque de cancer colorectal est augmenté de 29% par la consommation de 100 grammes de viande par semaine et de 21% par la consommation hebdomadaire de 50 grammes de charcuterie. [Or on ne constate pas de tels taux en France] Pourquoi ? Ces différences s'expliquent par le terroir et les modes de production. Lorsque nous faisons analyser le gras d'une viande américaine, 100 grammes de filet de bœuf contiennent 280 calories, contre 150 en France (2). »

Enjeu industriel et sanitaire, enjeu économique et territorial, enjeu humain ; l'agriculture demeure une activité essentielle pour l'avenir de l'homme.

- *The Miami Herald*, 24 février 2005. Cité par Denis Saverot, *In vino satanas*, Albin Michel, 2008.
- Entretien avec le Professeur David Khayat, chef du service oncologie de la Pitié Salpêtrière, *La Revue du Vin de France*, mai 2010, p. 13-14.

La drogue : trame de la géopolitique mondiale

Une erreur courante en géopolitique est de penser qu'un facteur unique est à l'origine des événements. En réalité, dans un monde complexe, il y a toujours plusieurs facteurs en jeu, même si certains sont plus importants que d'autres. Les événements se structurent par couches causales, et c'est l'accumulation de ces causes (lointaines, immédiates, profondes) qui engendrent les crises et les guerres. Il y a toutefois des facteurs qui sont plus importants que d'autres et dont les conséquences se font davantage sentir.

Il en va ainsi de la drogue, qui irrigue une grande partie de l'économie mondiale et dont l'argent sert à financer des rébellions, des gouvernements, des mouvements politiques et des syndicats. Les réseaux de la drogue n'expliquent pas tout, mais ils sont un facteur important à prendre en compte pour comprendre les raisons de certains événements.

Une consommation en croissance, qui concerne tous les continents

Le Rapport mondial sur les drogues de 2019, publié par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) nous apprend ainsi que la fabrication illicite de cocaïne dans le monde est estimée à 1 976 tonnes en 2017, soit une augmentation de 25% par rapport à 2016. La quantité mondiale de cocaïne saisie en 2017 a augmenté de 13%, atteignant 1 275 tonnes, soit la plus grande quantité jamais enregistrée.

La crise de surdose d'opioïdes synthétiques en Amérique du Nord a également atteint de nouveaux records en 2017, avec plus de 47 000 décès par surdose d'opioïdes enregistrés aux États-Unis, soit une augmentation de 13% par rapport à l'année précédente. Le rapport enregistre également 4 000 décès liés à des opioïdes au Canada, soit une augmentation de 33% par rapport à 2016.

L'Afrique de l'Ouest, centrale et du Nord subit la crise d'un autre opioïde synthétique : le tramadol. Les saisies mondiales de tramadol sont passées de moins de 10 kilogrammes en 2010 à près de 9 tonnes en 2013 et ont atteint le niveau record de 125 tonnes en 2017.

La drogue la plus largement utilisée dans le monde reste le cannabis, avec une estimation de 188 millions de consommateurs en 2017.

L'apparition de nouvelles drogues de synthèse, moins chère à produire, fabriquées dans des laboratoires décorrélés des zones de production des plantes permet une diffusion de la drogue sur l'ensemble des continents, avec une accessibilité désormais permise aux populations les plus pauvres (cas du tramadol).

D'après une étude de l'INSEE parue en 2018, le trafic de drogue génère un chiffre

d'affaires de 2.7 milliards d'euros par an en France (0.1 point de PIB), dont un milliard pour le cannabis et 800 millions d'euros pour la cocaïne. Estimations bien difficiles à réaliser, dans la mesure où ce trafic n'est pas déclaré. À cela, il faut ajouter les revenus obtenus par le blanchiment de la drogue et le soutien apporté à l'économie souterraine.

Les sous-marins narcos

L'ouverture de nouveaux marchés couplés à l'accroissement de la surveillance contraint les narcos à développer d'autres canaux de distribution. Depuis quatre ans, ils ont accru le transport de drogue par sous-marin, dont un grand nombre traversent l'Atlantique pour livrer leur marchandise. En juillet 2019, les garde-côtes américains ont arraisonné un sous-marin transportant 18 tonnes de cocaïne et de marijuana. En novembre 2019, ce sont les douaniers espagnols qui ont intercepté un sous-marin transportant lui trois tonnes de cocaïnes, pour une valeur estimée à 100 millions d'euros. La même opération s'est répétée au large des côtes de Guinée Bissau, qui est aujourd'hui un État failli devenu un narco-État. Ces saisies ne sont que des carottages et ne donnent qu'une maigre estimation de l'ampleur de ce trafic sous-marinier.

Le financement des partis politiques et des mouvements révolutionnaires

Le renversement d'Evo Morales a permis de mettre à jour ce que beaucoup supputaient, à savoir qu'une partie de l'argent gagnée dans le trafic de drogue en Bolivie a servi à financer le mouvement espagnol révolutionnaire Podemos. Reste à

savoir si cela a aussi financé d'autres mouvements de ce type. Le 20 janvier dernier, le ministre espagnol des Transports, José Luis Abalos, a rencontré, à l'aéroport de Madrid, Delcy Rodriguez, numéro deux du gouvernement de Nicola Maduro. Or celle-ci est sous le coup d'un mandat d'arrêt international et est interdite d'entrée dans l'Union européenne. En autorisant son atterrissage, le gouvernement espagnol a enfreint le droit international. En lui rendant visite, ce ministre a sciemment enfreint le mandat d'arrêt. Les rumeurs et les supputations sur les causes de cette visite ont été intenses dans les médias espagnols. Certains se sont demandé si Rodriguez ne venait pas apporter de l'argent pour financer les partis de gauche espagnols. D'autres se sont interrogés sur le fait que la ministre aurait pu fournir au gouvernement des informations plus précises sur les modalités du financement de Podemos. Une façon, pour le gouvernement socialiste, d'éliminer son allié en menant une action judiciaire contre lui. Aucune rumeur n'a pu être confirmée.

L'argent de la drogue a servi à financer les Farc, en Colombie, et l'État islamique, en Irak. La drogue est un double carburant à l'action révolutionnaire : elle finance ces mouvements et elle détruit les jeunesses des pays occidentaux contre lesquels ces mouvements sont en guerre. Elle est à la fois un moteur et une arme, terriblement efficace, devenant levier de subversion contre l'Occident.

Une arme contre l'Amérique latine

La crise sociale traversée par le Chili est due à plusieurs facteurs, internes et externes. Parmi les facteurs externes, il y a la volonté de déstabilisation du pays par le Venezuela, qui a cherché à casser un pays qui fonctionnait bien (le plus riche et le plus stable d'Amérique latine). Le gouvernement du Venezuela a financé les mouvements de gauche révolutionnaire, entre autres avec l'argent de la

drogue, leur permettant de mener leurs actions violentes (destruction d'un grand nombre des stations de métro à Santiago, attaques d'églises et d'usines). Il a aussi envoyé des experts pour encadrer les manifestants et les former à l'action de rue. Comme en Europe avec les Black Bloc, il y a une internationale des casseurs et des pillers urbains.

Produite dans les Andes et transformée dans la zone caraïbe, la poudre blanche percole ensuite le reste du continent. C'est ainsi que la zone frontalière entre l'Argentine et la Bolivie ne possède pas de radars. Les autorités civiles argentines ne peuvent donc pas contrôler les mouvements d'avion et donc voir si des aéronefs en provenance de la Colombie ou du Venezuela atterrissent pour déposer de la marchandise. Cette zone grise est devenue une plaque tournante du trafic de drogue, qui alimente ensuite les villes de Buenos Aires et de Montevideo.

Entre insouciances des consommateurs quant aux risques géopolitiques (et sanitaires) et absence de contrôle et de regard des autorités, qui oscillent entre corruption active et passive, la drogue trouve toutes les portes utiles pour s'infiltrer dans les sociétés et les détruire. Dans un monde qui a oublié le sens du conflit, du danger et de l'ennemi, elle est aujourd'hui l'une des principales menaces géopolitiques.

Tour du monde en vins

Le Salon Vinexpo s'est tenu cette semaine à Paris, porte de Versailles. C'est l'un

des principaux salons au monde consacré aux vins et aux spiritueux. Son fonctionnement en dit long sur les évolutions géopolitiques du monde. Vinexpo a été créé en 1981 à Bordeaux, par la Chambre de commerce et d'industrie. Il avait pour ambition d'être l'un des grands salons du vin, réservé aux professionnels, attirants les acteurs français et étrangers. Il se tient tous les deux ans, les années impaires. C'est le vignoble bordelais qui a créé ce salon, non les Bourguignons ou les Champenois, pourtant tout autant ouverts à l'international. Cela témoigne de l'orientation commerciale et exportatrice de Bordeaux, avec la volonté de s'affirmer comme tel. Petite révolution en 1998 avec l'ouverture d'un Vinexpo à Hong Kong, chaque année paire. Ainsi, le salon se tient tous les ans, alternant Bordeaux et Hong Kong. Au moment où prenait fin la concession anglaise et où la ville revenait dans le giron chinois, avec ses facilités fiscales et juridiques, les Bordelais ouvraient ce salon pour asseoir leur présence en Chine. C'était novateur et osé, mais aujourd'hui Hong Kong est l'une des principales places commerciales du vin dans le monde. La cité n'a pas de vignes, mais elle a des amateurs prêts à payer pour boire de grands crus.

L'enjeu mondial des salons

Autres nouveautés au cours des années 2010, l'ouverture d'un Vinexpo à New York, Shanghai et Paris. Ouverture donc au marché américain et redondance avec le marché chinois, qui montre que Shanghai est en train de devenir une ville majeure, pouvant peut-être un jour rivaliser avec Hong Kong. Quant à Paris, est-ce l'effet jacobin qui a triomphé une fois de plus de la Gironde ? À terme, ce salon ne va-t-il pas phagocytter celui de Bordeaux, tant il est beaucoup plus facile, pour les commerciaux et les étrangers, de se rendre porte de Versailles qu'en Aquitaine ? Le choix des villes où se tiennent les salons est un indicateur géopolitique, témoignant des rapports de force économiques et financiers et des réseaux de transport.

Organiser des salons d'envergure internationale témoigne de la capacité des villes à attirer les hauts potentiels et à disposer d'atouts culturels qui donnent envie aux organisateurs de planifier des événements dans cette métropole. La géopolitique mondiale des salons est un enjeu tant économique que culturel pour le développement des villes-mondes. Il y a deux façons de lire cette évolution de Vinexpo : soit comme une dilution de l'idée d'origine dans les grands salons métropolitains mondiaux, soit comme un développement de Bordeaux, qui parvient désormais à jouer dans la cour des grands, en se positionnant à hauteur des mégalofoles.

La soif du vin

Le professeur de géographie Jean-Robert Pitte a écrit un très beau livre *Le désir du vin à la conquête du monde* (2009) où il montre comment une plante (la vigne) s'est associée à une boisson et à une civilisation. Partout dans le monde, le vin est associé à une boisson de civilisation et de culture. Beaucoup de Chinois se sont mis à boire du vin pour accéder à une culture mondiale et à des standings internationaux. Il y a à la fois un côté populaire du vin, boisson du peuple et des travailleurs, et un côté élitiste et raffiné, selon le cru et l'appellation qui est bue. C'est l'unique boisson qui puisse jouer sur ces deux aspects, populaire et élitiste, sachant que les deux ont besoin de s'épauler pour développer l'image et la culture du vin. Ne réserver le vin qu'à une élite riche consommatrice de grands crus tuerait toute la culture et la civilisation qui lui sont liées.

La vigne est une plante qui façonne les paysages et qui est vecteur de beauté.

Certes, il est possible de ressentir de l'émotion à la vue d'un champ de blé ou de betteraves, mais il est plus difficile de s'extasier sur la beauté des lieux. Tel n'est pas le cas de la vigne, dont les climats façonnent des paysages de grande beauté et dont un certain nombre de vignobles sont inscrits au patrimoine mondial de l'humanité. De la Mendoza, au pied de la cordillère des Andes, aux versants abrupts du Douro et du Léman, en passant par les nouvelles vignes de Chine et du Japon, les paysages façonnés par le vin sont la conséquence d'un très dur et très long travail humain, parfois vieux de plusieurs siècles. Boire du vin de Grèce ou de Sicile, c'est se rattacher à la longue culture antique de cette boisson.

Les traces de l'histoire

Le désir du vin n'est pas que gastronomique, il est aussi civilisationnel. La vigne n'apporte pas qu'une boisson, mais également une culture et une histoire. On ne peut passer sans émotion à proximité du stand de la Géorgie, berceau du vin dans le monde. Les Géorgiens ont conservé l'habitude antique de faire vieillir le vin dans des amphores en terre cuite enfoncée dans le sol et de le boire dans des cornes de chèvre jusqu'à se saouler. Détruit par la collectivisation soviétique, le vignoble se remet peu à peu et propose aujourd'hui des vins honnêtes qui méritent d'être bus.

Le stand de l'Algérie raconte lui une autre histoire, celle des Français et des Européens qui ont asséché les marécages de la Mitidja pour transformer ce lieu insalubre en une plaine fertile, jardin de l'Afrique du Nord. Nombreux sont ceux qui sont morts à cause des fièvres et des moustiques pour faire d'un lieu répulsif un espace agricole inséré. Le vin d'Algérie est la butte-témoin d'une époque révolue et d'une histoire passée.

Autres permanences de l'histoire dans les vins autrichiens, dont les vignobles sont concentrés autour de la région de Vienne, autant grâce à des conditions géologiques et climatiques optimales que par l'importance du vaste marché de la capitale impériale et de la cour à abreuver en bons vins. La plupart des vignobles, comme partout en Europe, ont été fondés par des abbayes, notamment bénédictines, qui ont ainsi laissé une survivance de leur période féconde, marquée dans le sol, les paysages et la table.

Que les vignobles soient anciens, vieux de plusieurs millénaires, ou tout récents, ils expriment tous la même attirance des hommes pour le vin et pour la signification culturelle de cette boisson. Ils expriment aussi la conquête et les mouvements des Européens, qui ont porté la vigne dans leurs bagages. Que ce soit en Chine, dans les tentatives hasardeuses de Polynésie, autour de la Cordillère ou dans les vins maritimes de l'Uruguay, que ce soit en Californie ou au Cap ; tous les vignobles ont été plantés et développés par des Européens au cours de leurs pérégrinations et de leur découverte du monde. Des Bordelais sont aujourd'hui présents en Asie et en Amérique latine, comme en témoigne l'expansion des cépages français : malbec, cabernet sauvignon, syrah, etc. Eux aussi témoignent de l'évolution de l'agronomie et de la soif du vin qui a drainé des vignobles improbables en recherchant les meilleurs terroirs, climats et expositions.

Le vin témoigne de ces rapports de force, des conquêtes, des évolutions technologiques (comme l'invention de la bouteille de verre), de l'émergence ou de la disparition des marchés. Le risque est de n'en faire qu'un produit de luxe, alors qu'il a besoin de ses deux jambes pour avancer. Il est louable que tous les vignobles, notamment en France, montent en gamme et améliorent la qualité de leurs produits. Mais les prix prohibitifs pratiqués par les restaurateurs tuent le vin et lui fait perdre sa dimension populaire et joyeuse.

Une géographie du goût

Le contact avec la vigne se manifeste aussi par les fêtes et les processions, comme la Saint-Vincent tournante, en Bourgogne, ou la percée du vin jaune, dans le Jura. Rien ne serait pire pour le vin que de généraliser les publicités des grandes marques de Champagne où toutes références à la géographie, aux paysages et aux climats ont disparu, donnant l'impression d'une boisson mondialisée à l'extrême, égale à elle-même dans tous les grands hôtels. Or il y a aussi une géographie du goût. Les pays du Nord préfèrent les vins plus sucrés, ceux du sud plus secs et amères. Les maisons champenoises s'adaptent à la demande en sucrant davantage leurs bouteilles destinées au marché anglo-saxon. Une même marque de champagne a ainsi un goût différent s'il est bu à Paris ou à New York. Les vins allemands de Moselle, avec leur 7°C d'alcool, mais leur très forte sucrosité, sont difficiles à boire pour des palais français, nonobstant leur grande qualité. Le goût n'a pas encore été complètement uniformisé. Le rapport au sucre, à l'amer, au salé trace des frontières gustatives bien réelles, devant lesquelles les grands noms de l'agroalimentaire comme les marques artisanales doivent se plier. Il y a donc encore de la vie et de la diversité, comme en témoigne le nom latin de la vigne : *vitis*, que les poètes romains associaient autant à la vigne qu'à la vie.